



LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Fiche Pesticides

Lutte contre les pesticides en Europe : la grande désillusion¹

Carolina Gonçalves, Chargée de mission à LFE
Salomé Roynel, Chargée de plaidoyer à PAN Europe

L'Union européenne (UE) figure parmi les plus importants consommateurs de pesticides au monde. En 2021, 355 175 tonnes de pesticides ont été vendues au sein de l'UE dont 20 % en France². En 2018, 81 000 tonnes de pesticides contenant des substances interdites d'utilisation dans l'UE ont en outre été produites dans l'UE et exportées vers des pays tiers³.

Les citoyens sont exposés à ces substances par différentes voies d'exposition⁴ (inhalation, ingestion, exposition cutanée). Une fois appliqués, les pesticides dérivent⁵ et migrent dans l'air et dans l'eau sur des distances de plusieurs kilomètres. Leurs résidus se retrouvent alors sur les terrains de jeux, dans et autour des jardins d'enfants, des écoles, des bâtiments publics et des habitations. Leur présence est aussi détectée dans les sols, les ressources aquifères, les animaux et les êtres humains. De plus en plus d'études scientifiques démontrent les liens entre l'exposition aux pesticides et l'apparition de maladies chroniques : cancers⁶, troubles de la fertilité⁷, du développement ou neuro-dégénératifs⁸. Les femmes enceintes, les enfants et les fœtus sont particulièrement vulnérables.

En 2009, l'UE s'est dotée d'un cadre législatif visant à protéger la santé des citoyens européens et l'environnement des pesticides et à encourager le recours à des méthodes plus durables de protection des cultures. La **directive CE/2009/128 pour une utilisation durable des pesticides** rend obligatoire, depuis 2014, la promotion par les États membres de la « **lutte intégrée contre les ravageurs** ». Cela consiste pour un agriculteur à considérer de façon intégrée toutes les méthodes culturales (rotation des cultures, couverture des sols, etc.), mécaniques (désherbage) et biologiques (biopesticides) de protection des cultures disponibles pour traiter une parcelle avant d'utiliser un pesticide de synthèse. Par ailleurs, le règlement CE/1107/2009 encadrant la mise sur le marché des pesticides établit des critères d'autorisation stricts pour s'assurer que les pesticides n'ont **pas d'effet nocif sur la santé humaine ou inacceptable sur l'environnement**. Ce cadre n'a toutefois pas permis d'enrayer l'utilisation des pesticides en Europe ni l'interdiction totale des pesticides dangereux.

1. Les promesses non tenues du « Pacte vert »

Une ambition forte

Avec le Pacte vert européen, la Commission européenne promet en 2019 une grande « détox » en produits chimiques. Dans la stratégie de la « Ferme à la Fourchette », l'UE annonce vouloir réduire de 50 % l'usage et les risques des pesticides et l'usage des pesticides les plus dangereux d'ici 2030. En outre, l'UE s'engage à aligner les normes pour les produits importés sur celles applicables dans l'UE. Concrètement, elle annonce vouloir agir pour prohiber l'importation de produits alimentaires contenant des résidus de pesticides interdits dans l'UE.

En 2020, la Commission européenne présente également sa stratégie pour la durabilité des produits chimiques. Parmi les 80 actions listées, la stratégie prévoit l'interdiction d'exporter vers des pays tiers les pesticides interdits dans l'UE, ce qui n'est pas encore le cas. Alors que l'UE possède la réglementation la plus stricte au monde en matière d'autorisation de pesticides, ces exportations

¹ Voir l'[Atlas des pesticides](#), publié par La Fabrique Ecologique et la Fondation Heinrich Böll, mai 2023

² Toute l'Europe. (2023, September 21). Quel pays européen utilise le plus de pesticides ? Touteleurope.eu. [Lien URL](#).

³ L. Gaberell and G. Viret; *Banned in Europe: How the EU exports pesticides too dangerous for use in Europe*. 2024. [Lien URL](#).

⁴ Hernández, A. F., Lozano-Paniagua, D., González-Alzaga, B., Kavvalakis, M., Tzatzarakis, M., López-Flores, I., Aguilar-Garduño, C., Caparrós-González, R. A., Tsatsakis, A., & Lacasaña, M. (2019). Biomonitoring of common organophosphate metabolites in hair and urine of children from an agricultural community. *Environment International*, 131, 104997. [Lien URL](#).

⁵ Cech, R. et al. (2023). Pesticide drift mitigation measures appear to reduce contamination of non-agricultural areas, but hazards to humans and the environment remain. *Science of the Total Environment*, 854, 158814. [Lien URL](#).

⁶ Lemarchand et al (2017). Cancer incidence in the AGRICAN cohort study (2005–2011). *Cancer Epidemiology*, 49, 175–185. [Lien URL](#).

⁷ Rani, L., et al. (2021). An extensive review on the consequences of chemical pesticides on human health and environment. *Journal of Cleaner Production*, 283, 124657. [Lien URL](#).

⁸ *How pesticides impact human health and ecosystems in Europe*. (n.d.). European Environment Agency. [Lien URL](#).



toxiques décrédibilisent les politiques européennes causant des ravages désastreux sur la santé et la biodiversité dans des pays tiers.

Le bilan : lenteurs et renoncements

En octobre 2020, la réglementation relative aux statistiques sur les pesticides est réformée afin d'obtenir l'enregistrement et la transmission de statistiques harmonisées et précises sur l'utilisation des pesticides par chaque État membre. Néanmoins, les premières données ne seront publiées qu'en 2028, soit trop tard pour s'assurer de la réalisation des objectifs de réduction d'ici 2030.

En juin 2022, la Commission européenne présente enfin sa très attendue proposition de révision de la Directive pour une utilisation durable des pesticides (SUR)⁹, initiative clé pour parvenir à la réduction des pesticides. Ce texte, qui devait consacrer juridiquement l'objectif de réduction annoncé, comprend en outre l'interdiction totale de l'usage des pesticides dans les zones sensibles (parcs publics, cours de récréation, zones à haute valeur écologique, zones de captage d'eau, zones Natura 2000, etc.) et la mise en place de zones tampons non pulvérisées de 3 mètres auprès des habitations et des cours d'eau. Consciente de la menace pour ses activités, l'industrie des pesticides a massivement œuvré au sabotage de cette proposition. Ces acteurs ont trouvé un soutien clé auprès d'eurodéputés libéraux, conservateurs et d'extrême droite au sein du Parlement européen qui a refusé dans sa majorité de l'approuver. De leur côté, plusieurs États membres s'y opposent eux aussi. **Tout récemment, la présidente de la Commission européenne a annoncé son retrait**, tout en indiquant qu'une nouvelle proposition sera présentée après les élections européennes.

En dépit du soutien reçu d'institutions, syndicats et organisations de la société civile, la Commission européenne échoue par ailleurs à présenter une proposition pour interdire l'exportation vers des pays tiers de pesticides prohibés dans l'UE.

Début 2023, la Cour de justice européenne déclare illégale¹⁰ la pratique des États membres consistant à accorder année après année des autorisations d'urgence temporaires à des pesticides interdits dans l'UE en raison de leur toxicité¹¹. À titre d'exemple, des substances telles que les néonicotinoïdes ne peuvent plus être autorisées pour traiter les semences de betteraves sucrières. Néanmoins, cet arrêt de la Cour n'est toujours pas respecté par certains États membres, qui continuent de délivrer des autorisations illégales¹².

Fin 2023, la Commission européenne adopte unilatéralement **une décision de réapprobation du glyphosate pour 10 ans**¹³. Alors que la France s'était opposée à sa réapprobation pour 5 ans en 2017, elle s'est abstenue en 2023. La Commission justifie ce renouvellement en s'appuyant sur les résultats de l'évaluation de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Ces travaux révèlent pourtant de nombreux manques de données y compris sur des aspects cruciaux (génotoxicité, impact sur l'environnement, neurotoxicité, effets sur le microbiome)¹⁴. Ils vont à rebours de la classification du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)¹⁵.

Le règlement oblige les fabricants à fournir toute étude mettant en évidence le caractère nocif pour la santé humaine, animale ou l'environnement de leurs pesticides. Pourtant, en 2023, une étude¹⁶ a révélé que **des fabricants de pesticides n'ont pas divulgué aux régulateurs européens des**

⁹ La Directive CE/2009/128 devient le règlement pour une utilisation durable des pesticides, Sustainable Use of pesticides Regulation (SUR)

¹⁰ Case C-162/21.

¹¹ Entre 2019 et 2022, PAN Europe a identifié 236 dérogations accordées à des pesticides contenant 14 substances actives dangereuses dont près de la moitié délivrés à des néonicotinoïdes (47,5%). Banned pesticides still in use in the EU (2023, January). [Lien URL](#).

¹² 29 illegal new pesticide derogations, EU Commission closes eyes. (2023, July 20). PAN Europe. [Lien URL](#).

¹³ Ledroit, V. (2023) Pesticides : la Commission européenne propose de prolonger de 10 ans l'autorisation du glyphosate. [Lien URL](#).

¹⁴ NGOs initiate legal challenge against EU glyphosate re-approval (2024, January 25). PAN Europe. [Link URL](#).

¹⁵ Neirinck-Fauvelle, V. (2023, July 7). Glyphosate : l'Autorité européenne de sécurité des aliments soutient un renouvellement de son autorisation. [Touteurope.eu](#). [Lien URL](#).

¹⁶ Mie A, Rudén C. What you don't know can still hurt you - underreporting in EU pesticide regulation. Environ Health. 2022;21(1):79. Published 2022 Sep 5. [Lien URL](#).



études attestant de la neurotoxicité de leur substance. Alors que le règlement requiert des États membres qu'ils sanctionnent de telles violations de la loi, aucun d'entre eux n'a indiqué avoir sanctionné les fabricants mis en cause. La Commission européenne n'a pas non plus utilisé son rôle de gardienne des traités pour suspendre l'autorisation de ces substances.

2. Des enjeux majeurs pour l'environnement et la santé, y compris chez les agriculteurs

Les scientifiques ne cessent d'alerter de l'impact nocif des pesticides sur la biodiversité¹⁷, les services écosystémiques, la santé humaine et la sécurité alimentaire à long terme¹⁸ tout en soulignant le besoin urgent de réduire la dépendance de l'agriculture européenne à ces solutions chimiques de protection des cultures. Ces appels se font l'écho des demandes citoyennes en faveur d'une régulation plus stricte des pesticides exprimées avec les pétitions européennes « Stop Glyphosate »¹⁹ et « Sauvons les Abeilles et les Agriculteurs »²⁰ lors de la conférence sur le Futur de l'Europe²¹ ou encore dans un récent sondage Ipsos²².

Les agriculteurs sont les premiers affectés, en atteste le diagnostic de plus en plus répandu de lymphome non hodgkinien et la maladie de Parkinson chez les agriculteurs utilisateurs réguliers de pesticides²³. Des études montrent une hausse continue des dépenses des agriculteurs en pesticides par hectare dans presque tous les principaux États membres agricoles de l'UE dans les dernières décennies, bien supérieures aux hausses de rendement sur la même période²⁴, soulignant le manque de viabilité du système actuel par rapport aux modèles fondés sur l'agroécologie²⁵. Parmi les facteurs de cette baisse de la rentabilité figurent l'extinction des pollinisateurs et la pollution des sols.

3. La nécessité de propositions fortes au cours du prochain débat électoral

❖ **Soutenir les agriculteurs dans leur transition vers l'agroécologie**, en proposant une législation promouvant efficacement la lutte intégrée contre les ravageurs et en réformant la Politique commune agricole (PAC) pour financer cette transition.

❖ **Mieux protéger la santé et l'environnement**, en appliquant des zones tampons autour des zones agricoles pour protéger les résidents, en reconnaissant la profession d'ouvrier agricole comme une profession à haut risque, en intégrant la littérature scientifique indépendante faisant état d'effets nocifs dans l'évaluation des substances, en appliquant le principe de précaution et en imposant des sanctions aux entreprises qui ne respectent pas la législation européenne.

❖ **Mettre fin aux standards doubles** en prohibant la production et l'exportation de pesticides interdits dans l'UE vers des pays tiers et en interdisant l'importation en Europe de denrées alimentaires contenant des résidus de pesticides interdits en Europe.

¹⁷ Brühl, C *et al* (2021). Direct pesticide exposure of insects in nature conservation areas in Germany. *Scientific Reports*, 11(1). [Lien URL](#).

¹⁸ Pe'er, G. *et al.* (2023). Scientists support the EU's Green Deal and reject the unjustified argumentation against the Sustainable Use Regulation and the Nature Restoration Law. *Zenodo (CERN European Organization for Nuclear Research)*. [Lien URL](#).

¹⁹ *Ban glyphosate and protect people and the environment from toxic pesticides*. (n.d.). European Citizens' Initiative. [Lien URL](#).

²⁰ "Save bees and farmers!" (2023, April 5). European Commission - European Commission. [Lien URL](#).

²¹ *Conference on the Future of Europe: report on the final outcome: May 2022*. Publications Office of the EU. [Lien URL](#).

²² 77,7 % des personnes interrogées estiment que l'utilisation de pesticides nuit à l'environnement. (*Pesticides: Play It Safe!*, 2023)

²³ Zhang *et al.*, Exposure to glyphosate-based herbicides and risk for non-Hodgkin lymphoma: A meta-analysis, 2019

²⁴ BASIC, Break out of Silo: impact of the agro-industrial food system on food security and farmers' income. [URL link](#).

²⁵ *Ibid.*



A RETROUVER DANS LE DOSSIER

<https://www.lafabriqueecologique.fr/dossier-6-les-enjeux-ecologiques-des-elections-europeennes/>

CHAPITRE 1 : CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

L'action climatique : une nouvelle étape, un changement de méthodes

Biodiversité : pour une approche stratégique, au-delà de simples objectifs

Rendre concrète la transition juste

L'écologie face à la montée du populisme

Sobriété, quel récit pour l'Union européenne

Choisir les bons mots pour l'écologie européenne

Politique d'adaptation à l'échelle européenne

CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Politique agricole et alimentaire européenne, une nécessaire refondation

Renforcer la régulation européenne des OGM et nouveaux OGM

Lutte contre les pesticides en Europe : la grande désillusion

Engager la transition sociale et écologique des pêches d'ici 2030

Condition animale : les bons sentiments ne suffisent pas

Le tournant climatique et environnemental de la politique commerciale européenne : une avancée fragile à consolider et à développer

L'artificialisation des sols : l'essentiel reste à faire

CHAPITRE 3: ÉNERGIE ET ENTREPRISES

Des politiques énergétiques au milieu du gué

Quelle stratégie européenne vis-à-vis des producteurs d'énergies fossiles ?

Le système d'échange de quotas : garde-fou face à la vague populiste ?

La mobilité des personnes et des biens : il reste tant à faire

L'Europe, chef de file de la durabilité des entreprises

La low-tech, angle mort de la politique industrielle de l'UE

L'impact écologique du numérique : des premières mesures, à renforcer

CHAPITRE 4 : CITOYENS ET ENVIRONNEMENT

Réenchanger l'Europe de l'eau

Consommation durable : de nombreuses initiatives à finaliser et amplifier

Un nouveau souffle pour la co-construction citoyenne de la transition écologique

Impliquer plus et mieux les territoires

Une Europe pionnière pour la reconnaissance du crime d'écocide

Pollution atmosphérique : redoubler d'efforts

Pollution sonore : un sujet majeur trop mal traité